COORDINATION NATIONALE
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de proximité

L'INFO

Semaine 22

du 25 au 29/05/2020

Édito :

Pour changer de direction , mobilisons-nous ,

faisons du 16 mai une grande journée d'action !

L'épreuve que nous venons de subir a montré combien avaient raison celles et ceux, dont nous sommes, qui hier alertaient sur l'extrême faiblesse d'hôpital public. Celui-ci n'a « tenu » que par la mobilisation- dans un dénuement matériel inimaginable- de son personnel et par l'arrêt des soins des malades non COVID non urgents. L'activité économique a du quasiment s'arrêter. Nos liberté ont été réduites. Encore aujourd'hui on peut se déplacer par milliers dans les transports en commun, mais nous ne pouvons légalement nous rassembler à plus de dix sur la voie publique !

La COVID 19 l'a démontré : l'austérité en santé coûte cher, très cher , ce sont des centaines de milliards d'euros qui doivent maintenant être dépensés, des millions d'entre nous qui vont plonger dans la paupérisation, la chômage, les inégalités sociales vont s'aggraver.

La concertation « Ségur de la santé » a peine commencée soulève bien d'interrrogations : en premier lieu le but poursuivi. En effet le Premier Ministre a d'emblée annoncer la couleur, il ne s'agit en aucun cas d'abandonner la loi « Ma santé 2022 » qui est un plan de destructionde l'hôpital public en particuliers des hôpitaux de proximité qui sont promis à voir fermer leurs urgences, leur SMUR, leurs services de chirugie,de radiologie, leurs maternités mais aussi les CHU et les CHR dont les capacités sont vouées à être réduites comme à Caen, Nancy, Nantes, l'APHP , etc. Mieux même ; il s'agit d'aller plus vite. Autrement dit, aller plus vite dans le mur ! Alors que ce qu'il faut c'est changer de direction.

Rien n'est écrit d'avance, mais rien ne s'obtiendra, ne se gagnera en tendant la main, en murmurant à l'oreille du Président . Déjà dans les conditions difficiles du confinement, des initiatives ont lieu le mardi ou le jeudi devant les hôpitaux ou les ARS (Agences de Restrictions en Santé). Il nous faut amplifier le mouvement, en proposant aux citoyen-nes à exiger ,par tous les actions possibles, avec les soignant.es la satisfaction de nos revendications locales et nationales.

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 2-6**
- **Autres infos locales : pages 7-8**
- **Dossiers : pages 9-11**
- **Culture et santé : page 12**

L’écho des comités :

BERNAY - 27

Soutenons notre ami Jean Jayet Président du comité | « liberté,égalité,proximité « de Bernay et son ami mis en examen pour avoir exercé leur droit à la liberté d’expression.

« Une mise en examen peut arriver à tout le monde, soupire Jean Jayer. On n’est pas condamné, mais c’est tout comme… » Le président de l’association Liberté – Egalité – Proximité ne s’attendait pas à être convoqué à la gendarmerie dans le cadre d’une enquête préliminaire, à devoir subir la prise de photos et d’empreintes digitales.

L’article

NANTES - 44

Pas de réduction de lits et de personnel au CHU de Nantes !

Il aura fallu attendre une pandémie mondiale et plusieurs dizaines de milliers de décès pour que toute notre société - dirigeant•e•s politiques, corps intermédiaires, citoyen•ne•s - entendent enfin le cri d'alarme que poussent depuis plusieurs années celles et ceux qui font vivre nos hôpitaux publics au quotidien. Depuis plus de quarante ans, l'hôpital public français fait l'objet d'une guerre d'usure : la guerre des finances.

La video

TOURS - 37

Le Collectif 37 à l'action

Rassemblement le 27 mai devant l' ARS à l'occasion de la journée nationale de la Résistance

Le compte-rendu

numerus clausus : le verrou saute ???

Les déserts médicaux ont besoin de plus de 20 médecins supplémentaires dans la région centre

HÔPITAL DE CORNOUAILLE QUIMPER-CONCARNEAU

Le comité de Concarneau a participé au rassemblement intersyndical le 28 mai devant l'hôpital pour défendre les revendications des personnels hospitaliers

SAINT AFFRIQUE - 12

Communiqué du comité : Surtout, ne pas recommencer comme avant

Le MANIFESTE des hôpitaux et maternités de proximité en sud Aveyron
membre de la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux de proximité

Surtout, ne pas recommencer comme avant

Le monde d'après devra rétablir la démocratie en santé et nous rendre notre citoyenneté.
Le Covid a mis à l'honneur la capacité d'adaptation et le dévouement des soignants à l'œuvre dans les hôpitaux publics. Il a aussi mis en évidence les nombreuses carences de notre système de santé : insuffisance de lits de réanimation et de personnel, insuffisance et obsolescence du matériel, absence d'équipements de protection dans les hôpitaux, retards de mobilisation des cliniques privées qui ne retrouvaient pas les patients Covid dans la liste habituelle des malades rentables, dénuement des médecins et personnels para-médicaux des villes et villages qui attendaient de l'Etat les moyens de protection inhérents à l'exercice de leur profession.

Notre région, moins touchée, pour le moment, que la moyenne nationale n'a pas échappé à ce constat. Dans la sud-Aveyron, cette crise s'est produite en plein questionnement sur la suppression des hôpitaux de St Affrique et Millau. En cours de fusion avec la promesse de construction d'un nouvel établissement à St Georges de Luzençon, dont le contenu, les accès devaient être communiqués ...fin Avril.

Le communiqué

Communiqué de presse du Mai 2020

Collectif pour l'Hôpital de Moûtiers

HÔPITAL DE MONTAGNE
www.hopital-moutiers.com
collectif.hopital.moutiers@gmail.com

COMMUNIQUE du 17 mai 2020

Le COLLECTIF POUR L'HÔPITAL DE MOÛTIERS, association d'usagers des services de santé, a organisé une réunion téléphonique de son conseil d'administration le mercredi 13 mai 2020.

Appel à PORTER des MASQUES

Sans vouloir être moralisateur, mais pour éviter de devenir « bénéficiaire » de soins spécifiques au Covid-19, nous nous joignons aux Appels à PORTER des MASQUES.
Nous appelons la population au port du masque partout, comme le souligne l' « Académie nationale de médecine » dans un communiqué du 22 avril 2020 sous le titre : « AUX MASQUES CITOYENS ! ».
Extraits :
« En l'absence de vaccin et de médicament efficace contre le SARS-CoV-2, le seul moyen de lutte consiste à empêcher la transmission du virus de personne à personne.
Afin de limiter le risque de transmission directe du virus par les gouttelettes projetées à l'occasion de la parole, de la toux et de l'éternuement, le port d'un masque anti-projections couvrant le nez et la bouche, »
« Pour être efficace, le port du masque anti-projections doit être généralisé dans l'espace public…et cette mesure ne peut avoir un impact épidémiologique sur la circulation du virus que si tout individu s'astreint à l'appliquer dès qu'il sort de son domicile. »

L'article

Le SMUR de LURE à nouveau menacé ????

Au moment où les effets de la pandémie ne sont même pas terminés, des bruits insistants font état d'une future suppression du SMUR de Lure.

Ce serait invraisemblable ! Les initiateurs de la désertification sanitaire et les destructeurs de l'aménagement du territoire seraient donc encore à l'oeuvre.

On n'ose même pas penser que ces informations soient vraies, tant la crise récente a confirmé l'insondable stupidité et la dangerosité des politiques de santé menées depuis des années. Les regroupements et rationnements en lits, en personnels, en services ont été mis en oeuvre sous tous les gouvernements successifs depuis 30 ans. Ces destructions ont fragilisé notre santé publique, mis à mal nos soignant-e-s, augmentant sans doute la mortalité et le mal être de bien des patients durant la terrible épreuve que nous venons de subir.

Ces choix irresponsables ont pourtant été dénoncés par les professionnels de santé, les syndicats, les associations d'usager.e.s ...Cela n'a pas été entendu.

SI c'est le choix encore aujourd'hui ça en dit long, sur les défenseurs sans scrupules de la soi-disant rationalisation qui n'est rien d'autre qu'une gestion insane de la pénurie et une généralisation de bricolages indigestes entre les différents sites.

Disons le haut et fort : le Smur de Lure est intouchable. Comme d'ailleurs tous les autres Smur de Haute Saône et de Bourgogne Franche Comté. Ces services indispensables à notre population sont à maintenir absolument et à rouvrir en fonction des besoins (nous pensons particulièrement à Lons le Saunier et au regretté docteur Loupiac qui en était un défenseur acharné).

La proximité est une valeur forte à défendre et à développer. Nous ne voulons pas d'une version limitée et réductrice avancée par l'actuel gouvernement.
Nous voulons une politique intelligente, responsable, égalitaire et solidaire encore plus aujourd'hui qu'avant la pandémie

Si la menace de fermeture se confirme, préparons nous à une mobilisation forte,
radicale, unitaire contre cette ineptie et leurs auteur

Lettre du comité au directeur de l'ARS

COMITE DE DEFENSE DES USAGERS
DU SITE HOSPITALIER DU BLANC
Mairie du BLANC, Place Thimel, 36300 LE BLANC
comitedefensechlb@orange.fr
www.facebook.com/defense.hopital.leblanc

Le Blanc, le 22.05.2020

Monsieur Laurent Habert, Directeur Général
Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire
B.P. 74409
45044 ORLEANS

Lettre recommandée avec A.R.

Monsieur le Directeur Général

La crise sanitaire que notre pays traverse a mis en évidence la nécessité de revoir certaines grandes lignes de la réforme de santé tel que le chef de l'état, Monsieur Emmanuel Macron, l'a évoqué lors de sa visite à l'hôpital de la Salpêtrière à Paris le15 mai dernier, reconnaissant même à cette occasion "une erreur dans la stratégie annoncée "Disant aussi «Il faut qu'on trouve d'autres modes de régulation, qui partent du bas et du soin, **et plus d'une logique budgétaire mais d'une logique sanitaire »**

Depuis neuf ans nous travaillons au maintien d'une offre de soins de l'hôpital du Blanc répondant aux besoins de la population de notre territoire.

L'hôpital du Blanc, géographiquement isolé, est la victime d'une politique de santé axée sur des critères essentiellement financiers qui ont non seulement amené à fermer la maternité, sous prétexte de sécurité, mais aussi à provoquer le départ depuis 2012 de plusieurs dizaines de salariés portant du même coup, à nous qui sommes déjà si fragiles, une triple atteinte sanitaire, sociale et économique.

A l'évidence aujourd'hui les erreurs du passé doivent être rapidement corrigées !

Depuis fin 2019 la campagne des élections municipales, suivie de la crise sanitaire provoquée par la pandémie du covid19, ont mis sous l'éteignoir plusieurs de nos demandes, qui restent ainsi toujours sans réponse, pour mémoire :

- L'amélioration du fonctionnement du centre périnatal de proximité et en particulier la création d'un temps plein de gynécologue-obstétricien et la présence d'une sage-femme 24h/24 et 7J/7 SUR LE SITE.
- La publication de l'étude du C.N.E.H. portant sur la rédaction du projet médical du site du Blanc.

Plus récemment le fonctionnement du bloc opératoire et la fermeture du service de chirurgie sont venus s'y ajouter. Si les informations en notre possession nous amènent à croire à une prochaine reprise de l'activité de la chirurgie ambulatoire nous n'avons aucune précision sur la date de réouverture du service de la chirurgie et la reprise de la chirurgie programmée.

La lettre

Autres infos locales :

ESSONNE - 91

Elus et syndicats réclament la reprise permanente du service de réanimation de l'hôpital d'Arpajon

Cinq ans après sa fermeture, programmée dans le cadre d'un regroupement des soins, l'unité de réanimation a rouvert avec huit lits… pour six mois. Le temps de faire face l'épidémie.

L'article

BAYEUX - 14

À l'hôpital de Bayeux, une partie du personnel en grève pour obtenir l'éligibilité à la prime de 1 500 €

À Bayeux, les soignants ont combattu le virus en première ligne depuis le début de la crise sanitaire. Le syndicat FO veut qu'ils bénéficient de la prime de 1 500 €.

L'article

TOUL - 54

A Toul, les élus se mobilisent contre la réduction du budget de l'hôpital et son offre de soins

A quelques jours des annonces du gouvernement sur son plan "Ségur", les élus du Toulois interpellent une nouvelle fois l'exécutif pour demander l'annulation du plan de restructuration budgétaire de l'hôpital Saint-Charles de Toul, menacé de perdre 381 000 euros et une partie de son offre de soins.

L'article

ROUVRAY - 76

Lettre ouverte : Répression du Centre Hospitalier du Rouvray de Sotteville Lès Rouen

La lettre ouverte

Lettre ouverte au Ministre de la Solidarité et de la Santé

La lettre ouverte

Stopper la répression au Centre Hospitalier du Rouvray (76)

L'article

Prime COVID à géométrie variable !

L'article

AVICENNE -

Concert de casseroles et sifflets du personnel hospitalier pour réclamer des moyens humains et matériel pour l'hôpital

l'article

ROBERT DEBRÉ

la manifestation du 28 mai : *jediscolère*

la video

Dossier :

La fédération CGT Santé et Action Sociale a mobilisé ses syndicats pour centraliser dans cette enquête publiée le 4 mai la réalité du travail des soignants pendant cette période d'épidémie. 356 syndicats représentants 550 000 travailleurs et travailleuses dans 80 départements ont répondu à l'enquête.

L'article

Les remerciements de l'APHP

Je travaille à l'APHP depuis plusieurs années, au sein de différents hôpitaux, cumulant 2 mi-temps. Ce que j'ai vu durant ces deux derniers mois, c'est la peur, la peur d'être contaminé, d'être le prochain sur la liste. Puis la colère, la colère de nous envoyer au front sans arme. Je suis psychologue à l'APHP et la semaine du déconfinement, on m'a remerciée...

L'article

Communiqué de l'APVF
«Ségur de la santé»: l'APVF appelle le Gouvernement à être à la hauteur de l'enjeu

L'Association des Petites Villes de France, que préside Christophe Bouillon, Député de Seine-Maritime, et dont Pierre Jarlier, Maire de Saint-Flour, est le président délégué, n'a pas attendu la crise sanitaire pour alerter sur le creusement des inégalités territoriales en matière d'accès aux soins sur tout le territoire et sur les conséquences désastreuses des restructurations hospitalières à répétition qui ont eu pour conséquence la fermeture de lits et de services dans de nombreux petits établissements.

L'article

Ségur de la santé : les diagnostics et prescriptions des soignants en Normandie, en 6 points

La concertation débute ce lundi et durera sept semaines. Au menu : conditions de travail, rémunération, gouvernance. Alors qu'ils sont "en première ligne" face au Covid-19, que préconisent les chefs de service, médecins et infirmiers en Normandie ? Quand le terrain parle ...

L'article

Victoire pour les salarié.es des EHPAD du groupe Korian

L'article

Soignants : «Monsieur le Président, montrez-nous qu'on peut compter sur vous»

Alors que s'ouvrent ce lundi des états généraux sur l'avenir du système de santé, un collectif de soignants interpelle Macron et propose un manifeste pour un véritable service public.

L'article

Pour sauver des vies, fabriquons des masques

Alors que pour faire face à la pénurie, le gouvernement importe des masques fabriqués en Chine, « l'affaire Honeywell raconte le désinvestissement tragique de l'État dans la production de matériels de protection ». Dans une perspective sociale et écologique, des membres du Comité national de soutien en appellent « à la création d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) "Fabrique de santé", où se trouvait l'ex-usine ».

L'article

MIOP : Communiqué du 19 mai 2020 : Confinons les ordres professionnels de santé !

L'article

Communiqué : Non à la T2A en psychiatrie

Communiqué : non à la T2A en psychiatrie

Emmanuel Macron le 12 mars : « Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ».

Le constat d'une psychiatrie sous-dotée est fait par tous ses acteurs depuis plusieurs années, ce fut mis en lumière par les mouvements de grève de 2018 et 2019. Et potentialisé par la crise actuelle. Les rapports et prises de position diverses depuis l'automne 2019 puis le PLFSS ont d'ores et déjà fixé les grands axes de cette réforme qui prévoit, outre une dotation globale sur une base populationnelle, des dotations complémentaires intégrant le type d'activité des établissements notamment au travers de leur file active, et c'est là que le bât blesse. L'équité entre établissements d'une même région ou d'un même département ne sera pas assurée, une partie des financements découlant des résultats atteints (activité, qualité, codage, recherche, nouvelles activités).

Didier Guidoni, membre de la *Task Force* du ministère chargée de cette réforme, l'a clairement dit. Il s'agit de « transformer l'offre par le financement, d'améliorer le codage, lequel permettra de mieux mesurer l'activité, pour réfléchir aux futurs modes de financement dans 10 ans ».

L'article

Alternative Mutualiste dans l'action le 16 juin

Ne nous opposons pas !

Frapper dans ses mains à 20H ne suffira pas à sauver l'hôpital public et les personnels de santé ni même les malades graves, et parmi ceux qui applaudissent certains ont dû voter MACRON.

Ils doivent s'en mordre les doigts !

La casse de l'hôpital public apparait désormais au grand jour dans ses effets les plus mortifères, le COVID-19 à bousculé les consciences, mais à quel prix !

Déshabiller les services publics dont l'hôpital pour mieux rémunérer les profits des détenteurs de capitaux et les marchés financiers, c'est le sens des politiques d'austérités. Réduire la dépense publique et sociale pour réduire les prélèvements fiscaux et sociaux sur les entreprises et faciliter ainsi la baisse du coût du travail pour mieux rémunérer le capital ce sont les conséquences de cette logique que nous vivons aujourd'hui.

UNISSONS-NOUS, IL EST URGENT !

Le coronavirus ne sera pas la seule régression que le gouvernement, le capital nous prépare !

ALTERNATIVE MUTUALISTE appelle à un grand rapport de force à l'unité de la population pour mettre FIN à la logique du capital, qui une fois de plus nous a conduit dans le mur, choisissant les profits en espérant qu'ils ruissellent !

ALTERNATIVE MUTUALISTE propose sur des objectifs politiques et sociaux précis :

L'humain et la planète d'abord

C'est dans la rue que ça se passe le 16 juin !

Mobilisation générale

Alternative mutualiste- 2 rue Galilée- 93100 Montreuil

Culture et santé :

La complainte du virus

par la chorale des canulars

la video

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

http://coordination-defense-sante.org/

COORDINATION NATIONALE

des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : http://coordination-defense-sante.org/

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02